

**Intelligence économique :**  
**Colloque « L'économie en danger :**  
**les circuits de l'argent sale, l'argent criminel de la traite »**

***Intervention Catherine MINARD***

Les entreprises et les acteurs économiques privés peuvent être confrontés à des situations à risque relatives aux activités criminelles et à l'argent qui les alimentent ou en sont le résultat. Ce risque d'exposition s'explique par trois phénomènes concomitants : une complexification de l'environnement des affaires, une interpénétration croissante des activités criminelles et illicites dans l'économie dite « normale » et une multiplication des lois, réglementations et coopération gouvernementales dans les domaines de la sécurité/ sûreté, de la transparence, de la traçabilité (...).

L'environnement international dans lequel évoluent les entreprises est « flou » : la corruption demeure pandémique, nombre d'Etats ou de régions sont devenus des zones faillies ou grises, le nombre d'acteurs et de concurrents aux pratiques et cultures différentes s'est démultiplié ; il n'en demeure pas moins que ces pays à faible gouvernance demeurent des marchés-cibles attractifs et à forte croissance pour nos entreprises. Deuxième constat, la complexification de la chaîne de valeur et d'approvisionnement, la multiplication des acteurs des échanges mondiaux, l'intermédiation et la servicification des économies augmentent d'autant la probabilité d'une interaction directe ou indirecte, volontaire ou imposée entre les entreprises responsables et les opérateurs criminels ou complices d'activités criminelles.

Si l'on en croit les constats des services régaliens ou des experts en criminologie, on constate une mutation des activités criminelles « classiques » (grand banditisme, trafics d'êtres humains, drogues...) vers des activités illicites et informelles (contrebandes de produits, contrefaçons, gestion de déchets...), par l'acquisition et l'achat d'activités légales. Cette interpénétration est facilitée par l'utilisation d'Internet, le e-commerce, l'e-finance, les paradis fiscaux, des sociétés écrans... Il est

d'ailleurs intéressant de constater que l'OCDE a lancé une réflexion en la matière pour mieux appréhender la problématique des trafics illicites.

De leurs côtés, les Etats ont développé un ensemble de conventions internationales, de lois nationales ou de règles dans des domaines très différents mais qui constituent un faisceau pour se prémunir de l'argent sale, interdit ou sous embargo : règles de sécurité financière et de transparence, de lutte contre le financement du terrorisme, de lutte contre la corruption et le blanchiment, d'investissements socialement responsables, de chaînes d'approvisionnements éthiques et responsables (minéraux de conflits, trafics illégaux de bois tropicaux, « diamants de sang »). Enfin, ils multiplient leur coopération multilatérale au niveau international (ONU avec l'*United Nations Office on Drugs and Crime*) ou multilatéral (le G20 s'est engagé dans une coopération sur la traque et confiscation des biens mal acquis par exemple).

Dans ce contexte, comment les entreprises peuvent-elles s'organiser, se prémunir et réduire leurs risques d'exposition ou de connexion avec l'argent criminel ?

Au niveau collectif, des secteurs entiers ont construit des standards de conformité, de vigilance renforcée, de détection et de signalement précoce en cas de soupçon, et des coopérations étroites avec les Etats et leurs services compétents. Si bien entendu les services financiers (banques, assurance, conseils...) ont été les précurseurs en la matière au nom de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, d'autres secteurs comme l'industrie pharmaceutique (problématique des produits contrefaits, détournements des flux de médicaments génériques), les industries extractives (via leur initiative de transparence) ont construit des plans d'action, des procédures communes et collectives pour construire des règles du jeu (level playing field) et agir en groupes.

Au niveau individuel, les démarches de prévention que les entreprises engagent sont à la fois d'ordre légal (comprendre les lois en la matière et s'y conformer), sécuritaire (protéger le patrimoine de l'entreprise), logistique et douanier (sûreté de la chaîne logistique), entre autres. Plus globalement, compte tenu de la difficulté de percevoir la réalité du danger de l'argent et des activités criminelles pour l'économie, les entreprises doivent appréhender cette problématique dans leur démarche générale de gestion des risques avec une dynamique d'intelligence économique autour de trois comportements :

- voir « autrement » le monde dans lequel vit l'entreprise ;
- admettre que cela peut arriver ;
- être vigilant.